

Un LRA* à Rouillé (86)

Ne fermons pas les yeux

*En ce début d'année 2025, le gouvernement veut transformer l'ancienne gendarmerie de Rouillé, fermé en 2018, en un *Local de Rétention Administrative. Les locaux appartenait aux Autoroutes du Sud de la France et la commune n'a pas eu son mot à dire sur ce sujet.*

● Objectifs du gouvernement en matière d'immigration : la France vise 3000 places de rétention administrative d'ici 2027.

● D'ici 2026, la région Nouvelle-Aquitaine devra compter 190 places dans les centres et les locaux de rétention administrative.

● Il s'agit d'un local de rétention et non de détention. La seule raison est l'absence de papier français.

● LRA : un angle mort juridique, administratif où aucun droit humain fondamental n'est respecté et où les juges n'ont aucun droit de regard. Il s'agit d'un enfermement administratif.

● Les raisons de l'enfermement ? Aucune, si ce n'est le fait de ne pas être régularisé.

● Objectifs du LRA de Rouillé : jusqu'à 6 personnes détenues.

● Manque d'informations fournies et de droit de regard pour les élus locaux.

● Les habitants sont choqués : sous le régime de Vichy la commune avait déjà accueilli un camp d'internement administratif.

● Il s'agit d'un enfermement invisible. Tous les ans la CIMADE établit un rapport, mais le ministère de l'Intérieur ne communique jamais sur le nombre de personnes présentes dans des locaux de rétention administrative.

Liberté pour toutes et tous
fermeture des centres de rétention administrative et des locaux de rétention administrative

contre l'ouverture du LRA
rassemblement à Rouillé le 15 février à 15h

A l'initiative d'habitant-es et de diverses associations suite à une réunion publique organisée par la CIMADE.

Poitiers le 05/02/2025

Contact: dnsi86@proton.me